

Recherches sociographiques



Christiane GAGNON et Juan-Louis KLEIN (dirs), *Les partenaires du développement face au défi du local*

André Joyal

Volume 34, numéro 3, 1993

Montréal Laboratoire d'urbanité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056817ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056817ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1993). Compte rendu de [Christiane GAGNON et Juan-Louis KLEIN (dirs), *Les partenaires du développement face au défi du local*]. *Recherches sociographiques*, 34(3), 549–552. <https://doi.org/10.7202/056817ar>

part cette curieuse lacune sur le plan de l'interprétation, le livre de Jean Daigle apporte une contribution très utile à la connaissance de ce mouvement coopératif acadien.

Pierre POULIN

Société historique Alphonse Desjardins.

Christiane GAGNON et Juan-Luis KLEIN (dirs), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, Université du Québec à Chicoutimi, 1992, 401 p. (Collection « Développement régional ».)

La responsabilité de rendre compte d'un ouvrage collectif ne s'accepte pas sans hésitation: trop souvent, le lecteur est mis en présence de contributions non seulement très inégales mais, parfois, fort éloignées du thème annoncé par le titre. Malheureusement pour l'auteur de ces lignes et pour les lecteurs attirés par deux concepts on ne peut plus à la mode (partenariat et développement local), le présent ouvrage n'échappe pas à ce mal. En effet, pour reprendre un terme cher à Jacques Parizeau, la dernière publication du groupe de recherche saguenayen prend la forme d'un véritable salmigondis.

Profitant de l'intérêt croissant pour le développement par le bas grâce à la mise en valeur des ressources locales dans un cadre d'interventions partenariales, les responsables de l'ouvrage, on l'aura deviné, ont édité les actes d'un colloque où furent présentées pas moins de quinze communications. À la faveur d'un remarquable effort de synthèse, Christiane Gagnon et Juan-Luis Klein sont parvenus à répartir l'ensemble des textes en trois sections: la perspective partenariale et la crise du développement; les partenaires face à la restructuration sociospatiale; le local comme stratégie: mirages et miracles.

Inaugurant la première section, Juan-Luis KLEIN présente un éclaircissement sur les enjeux et les défis qui s'imposent aux analystes comme aux praticiens du développement. L'auteur reconnaît que le développement dit communautaire, après avoir vécu quelques moments de gloire dans les régions périphériques, a connu sa phase d'essoufflement à l'arrivée des années 1980. Ce que l'on désigne depuis lors par l'expression « développement local », fait-il observer, n'est pas synonyme de privatisation, car s'ils revendiquent plus de pouvoirs, les intervenants locaux le font au nom des collectivités locales et de leurs institutions et non pour des individus et des entreprises privées. Quant au partenariat, malgré la popularité du concept, il ne faut pas y voir une panacée, mais, en vertu de la diversité et de la souplesse des expériences partenariales, le géographe de l'UQAC affirme qu'il est tout à fait possible, voire souhaitable, pour les acteurs locaux, de délimiter leur espace de partenariat.

Avec la contribution de Benoit LÉVESQUE et de Lucie MAGER, on fait un saut dans l'univers du fordisme. D'abord, disons que Michel AGLIETTA serait déjà auréolé du prix Nobel de l'économique si l'école de pensée — dite de la régulation — dont il est à l'origine, suscitait le même intérêt chez les économistes nord-américains que chez leurs vis-à-vis sociologiques. L'essentiel du chapitre cherche moins à analyser les expériences de

développement local (un aspect d'ailleurs peu développé dans l'ensemble de l'ouvrage) que de proposer un cadre théorique susceptible de mettre en lumière la signification sociologique et politique de ces expériences. Pour y parvenir, Alain LIPIETZ, grand «régulationniste» devant l'éternel, est cité pas moins de 13 fois. Après une intéressante synthèse du modèle fordiste, les auteurs nous conduisent au lac Meech et à l'accord de libre-échange. L'échec de Meech anticipait celui de Charlottetown car, aux yeux des auteurs, il est dû à la fois à l'incapacité du système des partis à représenter les nouvelles demandes sociales et à l'émergence de nouveaux acteurs sociaux (femmes, autochtones, régions). En réaction à une stratégie néo-fordiste (d'inspiration néo-libérale), les auteurs souhaitent l'avènement d'une stratégie qualifiée de postfordiste allant dans le sens d'une démocratisation susceptible de mettre en valeur les ressources humaines.

Le chapitre suivant, ô surprise! nous conduit au questionnement de Louis GILL, le dernier des trotskistes, professeur d'économie à l'UQAM, une participation due probablement à la publication d'un intéressant petit volume sur le partenariat (à l'échelon macro-économique) à partir des exemples suédois, ouest-allemands et autrichiens. Encore une fois, on est bien loin des problèmes de développement de la M.R.C. de Pabok ou du quartier Centre-sud de Montréal. Pour les avoir lus, je peux témoigner de l'intérêt des écrits de Louis Gill (quand il ne s'en prend pas au Fonds de solidarité de la F.T.Q...). Mais dans cet ouvrage, il fait vraiment curieux de retrouver maintes fois les sigles C.S.N. et F.T.Q. avant des références à *Rerum Novarum* et *Mater et Magistra*. Alors que certains s'interrogent sur le sort des petits poissons rouges... il faut bien que quelqu'un se soucie encore de la direction adoptée par le «mouvement» ouvrier.

On doit le chapitre suivant à Pierre DELORME pour qui la notion de partenariat aurait remplacé celle de concertation (curieux, il me semble que l'un ne va pas sans l'autre). L'auteur étudie les rapports État-entreprise sur le plan de l'organisation spatiale du Québec en s'interrogeant sur la portée des nouvelles formes de partenariat et sur les véritables bénéficiaires de cette collaboration.

Cette première section prend fin avec la contribution de Pierre HAMEL. Le prolifique auteur de l'Université de Montréal affectionne certains auteurs américains qu'il prend un plaisir évident à citer abondamment dans chacune de ses publications. Lecteurs, à vos marques! Et laissez-vous emporter par des allusions au postmodernisme qui romprait avec les vellétés totalitaires inscrites dans la rationalité du siècle des Lumières (p. 128). Toutes ces citations dont une de Jean-François LYOTARD sur le déclin du projet moderne nous éloignent encore une fois des préoccupations qui mijotent dans la tête d'une (les femmes y sont majoritaires) responsable d'une corporation de développement économique et communautaire de Montréal. Enfin, au lecteur de tenter de s'identifier, s'il y a lieu, en tant que moderniste ou postmoderniste. Moi, je n'y suis pas parvenu.

La deuxième section «Les partenaires face à la restructuration sociospatiale» s'ouvre avec la contribution de Christiane GAGNON qui, nécessité oblige, ne manque pas de définir le «local»: une unité sociospatiale du point de vue de l'organisation des individus et des communautés. Après avoir élaboré sur le nouveau statut du «local», l'auteure s'interroge sur les nouveaux attributs que lui accorde la grande entreprise et examine les formes empruntées d'une firme transnationale (l'Alcan) dans une région ressource. À la lumière du chapitre précédent, il est curieux de lire que le «local» ou le «territorial» conduisent à de nouvelles analyses qui évitent de mettre l'accent sur les grandes théories au bénéfice de l'empirisme.

Julien SAVARY, un «cousin» de l'Université de Toulouse, offre ensuite un chapitre parsemé de figures et de tableaux des plus touffus. On nous transporte, entre autres, dans des espaces à l'échelle nord-américaine par une allusion au grand marché unique. Une dimension que les deux auteurs des deux chapitres suivants nous font vite oublier avec une intrusion dans le monde forestier: celui du nord de l'Ontario avec Chris SOUTHCOTT et de l'Abitibi-Témiscamingue avec Enrique COLOMBINO. Une fois sorti du bois, le lecteur se retrouve avec un nouveau concept que Pierre FILLION de l'Université de Waterloo n'a pas jugé à propos de définir: l'État local. Une étude effectuée auprès de quatre municipalités et une autre sur la revitalisation d'un centre-ville permettent les liaisons entre l'État local et le secteur privé.

Vient enfin la troisième section: «Le local comme stratégie: mirages et miracles». Pas plus que dans les sections précédentes, on n'assiste pas à un miracle, mais une agréable surprise attend le lecteur à la toute fin. Les deux premiers chapitres sont sous la responsabilité de deux auteurs européens, Michel BASSAND de Suisse et Eleonore KOFMAN d'Angleterre. Le premier constate que le développement local contemporain se rapporte à deux types de localité: les plus anciennes fortement affectées dans leurs structures sociales et dans leurs institutions politiques; et les nouvelles, construites de toutes pièces avec ou sans institutions communales. Quant à l'auteur du pays de sa Majesté, dans la même veine et dans le même style, elle s'interroge sur les conséquences de la décentralisation à partir de l'exemple de différents pays.

Nous est ensuite servi un produit maison. Avec Marta ANADON, Dominique MASSON, Marielle TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY, on oublie le général pour passer au particulier représenté par les groupes de femmes du Saguenay / Lac-Saint-Jean. La question posée se rapporte à la place du partenariat au sein des mouvements sociaux. Le terme «partenariat» ne serait utilisé par ces groupes qu'en référence à leurs liens avec certains appareils d'État, et, en ce qui a trait aux actions de «réseautage», les femmes concernées parleraient plutôt d'appuis, d'alliances ou de ce que l'on associe généralement aux manifestations de solidarité avec le mouvement communautaire régional.

On doit l'avant-dernier chapitre à un auteur dont la réputation n'est plus à faire: Paul VILLENEUVE de l'Université Laval. Mais, il le reconnaît sûrement lui-même, le texte fourni pour la circonstance ne deviendra pas un classique. À partir d'un exemple de la région de Québec, l'auteur met en évidence la profonde différenciation enregistrée entre trois milieux: la ville, la banlieue et la campagne. Le concept de «gentrificateurs marginaux» (des individus qui vivent en rupture avec le mode de vie fordiste) aide à comprendre l'évolution de la base sociale du mouvement populaire urbain à Québec. Ces gentrificateurs d'un troisième type seraient des partenaires avec lesquels il faut composer dans les vieux quartiers urbains.

L'ouvrage se termine en beauté avec une admirable contribution d'Hugues DIONNE. Si, dans le passé, certains, dont je suis, ont cru opportun de mettre en cause le penchant trop négatif (genre: c'est la faute à Voltaire...) de ce collègue de l'Université du Québec à Rimouski, cette fois je lève mon chapeau en présence d'une très claire, précise et lucide mise au point sur l'état de la situation dans l'est du Québec. Je soupçonne les responsables de l'ouvrage d'avoir placé cet apport en tout dernier pour rappeler au lecteur le thème à l'origine du volume, car, avec ce chapitre, on se situe au cœur du débat sur le partenariat et le développement local. Ça va mal en Gaspésie, tout le monde le sait et l'auteur plus que n'importe qui. Son texte s'appuie sur les propositions contenues dans trois manifestes: celui des ruraux du Bas-Saint-Laurent; celui de la Coalition urgence rurale; et celui du Ralliement gaspésien et madelinot. Ils constituent autant de portes d'entrée pour aborder les enjeux du

développement local. De ces trois textes, l'auteur dégage l'idée d'une érosion des possibilités de développement régional et de ses avantages comparés. Dionne fait prendre conscience de la nécessité d'une décentralisation des pouvoirs gouvernementaux et de la mise sur pied d'outils de développement placés directement sous le contrôle des principaux intéressés, à savoir les forces vives du milieu dans un cadre d'interventions partenariales. S'il y a un texte à lire sur cette approche appliquée aux besoins de l'est du Québec, c'est bien celui-ci.

L'ensemble du livre, chacun l'aura compris, ne constitue pas vraiment un tout cohérent. Une question se pose: dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres semblables, valait-il vraiment la peine de tenter de faire un volume dans l'espoir d'ajouter un apport aux nombreuses publications qui paraissent sur le sujet depuis plusieurs années? Cette question en suscite une autre: un colloque n'est-il pas avant tout une occasion de faire avancer une réflexion à la faveur d'un partage de connaissances? Celles-ci peuvent être très utiles sans nécessairement justifier une publication. Un compromis pourrait prendre la forme d'un tirage restreint, sans impression et reliure dispendieuses, diffusé à l'intérieur d'un réseau concerné par le thème.

Des personnes comme Christiane Gagnon et Juan-Luis Klein ont le mérite de faire régulièrement appel à différents chercheurs, de milieux variés, pour débattre de la problématique du développement local. Ils favorisent ainsi l'expression de points de vue variés. C'est la principale utilité d'une telle activité. Ensuite, et non avant, ils pourraient inviter *certain*s collaborateurs à retourner à leur table de travail afin de préparer, à la lumière des échanges effectués, une contribution pour les fins d'un ouvrage doté d'un fil conducteur qui soutiendrait l'intérêt du lecteur du début à la fin.

André JOYAL

*Département d'administration et d'économie,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

Marie-José DES RIVIÈRES, *Châtelaine et la littérature (1960-1975)*, Montréal, l'Hexagone, 1992, 378 p.

Dans son ouvrage sur les quinze premières années de la revue *Châtelaine*, Marie-José des Rivières propose et illustre des thèses à contre-courant des idées reçues.

Première idée reçue mise à mal: la presse à grand tirage ne diffuse que l'idéologie dominante, son discours est abêtissant, pour ne pas dire abrutissant. Si cela est parfois vrai (Julia BETTINOTTI et Jocelyn GAGNON, *Que c'est bête, ma belle! Études sur la presse féminine au Québec*, Montréal, Soudeyns-Donzé, 1983), l'exemple de *Châtelaine* montre que tel n'est pas toujours le cas, au contraire.

Deuxième idée: plus le tirage est élevé, plus le discours est conforme à l'idéologie. Or, *Châtelaine*, dans la période étudiée, affichait le tirage le plus important de la presse périodique québécoise (mis à part les journaux), et le nombre de lectrices — et de lecteurs — le plus considérable. Les chiffres sur le lectorat sont plutôt impressionnants, trois quarts de million de lectrices à la fin des années 1970, ce qui n'empêche pas les directrices de prendre des positions féministes dans leurs éditoriaux.